



Délégation Provence et Corse

**ACCORD-CADRE
Procédure adaptée**

Objet de l'accord-cadre à bons de commande :

Prestations de traiteur sur le site de l'Observatoire de Haute Provence pour le compte de l'Unité Mixte de Services « PYTHEAS » (UMS3470)

Pouvoir Adjudicateur

Centre National de la Recherche Scientifique
Délégation Provence et Corse
31 chemin Joseph Aiguier
CS 70071
13402 Marseille cedex 09

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

Le Président-directeur général du CNRS, Antoine PETIT représenté par le Délégué régional PACA, Jérôme VITRE

Comptable assignataire des paiements

Madame l'agent comptable secondaire du CNRS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

N° CNRS 2026/003 du 15/01/2026

En application du Code de la commande publique (CCP) en vigueur

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION	4
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE / RESILIATION / MODIFICATIONS	5
4.1 Durée de l'accord-cadre.....	5
4.2 Conditions de résiliation	5
ARTICLE 5 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET CONDITIONS D'ACCES AUX LOCAUX	6
ARTICLE 6 - INSTALLATIONS, EQUIPEMENTS ET MATERIELS	6
6.1 Installations.....	6
6.2 Gros matériel.....	6
6.3 Petit matériel.....	7
ARTICLE 7 - REPARTITION DES DEPENSES D'ENTRETIEN, FLUIDES, NETTOYAGE ET REPARATIONS / ENGAGEMENTS	7
7.1 L'unité prend à sa charge.....	7
7.2 Le Prestataire prend à sa charge	8
7.3. Les engagements du prestataire	8
7.4. Les engagements de l'unité	8
ARTICLE 8 – PERSONNEL.....	9
ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS	9
9.1 Opérations de vérification	9
9.2 Vérifications – Réceptions des prestations.....	9
ARTICLE 10 – PRIX / PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	10
10.1 Forme et contenu du prix	10
10.2. Nature des prix et révision.....	11
10.3 Modalités de passation des bons de commande	11
ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT	12
11.1 Facturation.....	12
11.2 Intérêts moratoires	13
11.3 Avance.....	14
ARTICLE 12 - PÉNALITES.....	14
12.1 Pénalités.....	14
12.2 Pénalités de retard.....	15
12.3 Pénalités pour non-exécution ou annulation de la commande du fait du retard du titulaire	15
12.4 Pénalités pour non remise en état des lieux.....	15
12.5 Autres pénalités	15
ARTICLE 13 - ASSURANCE ET RESPONSABILITE.....	16

13.1 Assurance.....	16
13.2 Responsabilité du titulaire	16
ARTICLE 14 - CESSION / NANTISSEMENT	16
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	17
ARTICLE 16 – LITIGES	17
ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU C.C.A.G./F.C.S.....	17

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation est relative aux prestations de restauration pour l'Unité d'Appui et de Recherche PYTHEAS (UAR 3470 du CNRS) sur le site de l'Observatoire de Haute Provence (OHP), département 04.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) N° CNRS 2026/003 du 15/01/2026 définit les conditions et les modalités d'exécution des prestations.

Les spécifications techniques de ces prestations de services sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) N° CNRS 2026/003 du 15/01/2026

ARTICLE 2 - MODE DE PASSATION

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée, en application des dispositions des articles R2123-1 et R2123-2 du Code de la commande publique (CCP).

L'accord-cadre est conclu pour des prestations qui sont détaillés dans l'annexe N°3 du CCTP intitulée « Organisation des prestations attendues ».

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique (CCP).

Les caractéristiques des seuils de l'accord-cadre sont indiquées ci-dessous :

L'accord-cadre ne comporte **pas de seuil minimum** mais comporte **un seuil maximum annuel de 250 000 € hors taxes**.

L'accord-cadre s'exécute par émission de bons de commande selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont énumérés par ordre décroissant d'importance conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G./F.C.S. comme ci-dessous :

- 1 - L'acte d'engagement (AE) et son annexe dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi ;
- 2 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) N° CNRS 2026/003 du 15/01/2026 et son annexe ;
- 3 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) N° CNRS 2026/003 du 15/01/2026 et ses annexes ;
- 4 – Le cadre de réponse technique dûment complété ;
- 5 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G./F.C.S.), à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341q>;
- 6 - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché ;
- 7 - L'offre technique du titulaire.

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE / RESILIATION / MODIFICATIONS

4.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu pour une **durée ferme initiale de vingt-quatre mois (24)** à compter du premier jour de sa date de notification.

Il pourra être ensuite renouvelé une (1) fois, pour une **même période de vingt-quatre (24) mois par reconduction tacite, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.**

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il informe le titulaire de sa décision **au plus tard 2 mois** avant la fin de validité de l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé réception.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit au profit de son titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre en cours.

A titre d'information, la date de prise d'effet de l'accord-cadre est prévue au mois d'avril 2026 (information non contractuelle).

4.2 Conditions de résiliation

L'accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Résiliation pour faute

En plus des cas prévus par les articles 38 et suivants du CCAG-FCS, l'accord-cadre pourra aussi être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire en cas d'inexécution, de mauvaise exécution, de non-respect ou violations d'une ou de plusieurs prescriptions contractuelles.

L'administration signale les défaillances au titulaire **par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail avec AR**. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a **15 jours pour présenter ses observations**, ainsi que le cas échéant, les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai, ou si l'administration constate que malgré son avertissement le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation pour faute.

Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner :

En application de l'article L2195-4 du Code de la commande publique relative aux marchés publics, lorsqu'un opérateur économique est au cours de l'exécution du marché public, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la

commande publique susvisée ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour ce motif. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

ARTICLE 5 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET CONDITIONS D'ACCES AUX LOCAUX

Les prestations s'exécuteront sur le site suivant :

**Unité d'Appui et de Recherche PYTHEAS (UAR 3470 du CNRS)
L'Observatoire de Haute Provence
04870 Saint-Michel l'Observatoire**

ARTICLE 6 - INSTALLATIONS, EQUIPEMENTS ET MATERIELS

6.1 Installations

Les locaux mis à disposition du prestataire comprennent des installations et des équipements spécifiques nécessaires à la restauration du personnel de l'unité.

6.2 Gros matériel

6.2.1 Mise à disposition :

L'unité met à la disposition du prestataire du gros matériel en bon état de fonctionnement. Cette mise à disposition est faite à titre précaire pour la durée du marché.

La constatation du bon état de fonctionnement des gros matériels fera l'objet d'un état des lieux contradictoire :

- au début et en fin de marché
- à tout moment sur simple demande de l'unité.

6.2.2 Inventaire :

Dès la notification du marché, un inventaire contradictoire est établi préalablement à la prise en charge du matériel par le Prestataire.

6.2.3 Entretien des matériels :

Le Prestataire se charge du nettoyage et du maintien en parfait état de propreté du gros matériel mis à sa disposition.

Ainsi, le Prestataire est responsable du parfait état de propreté des matériels, à ce titre la responsabilité du CNRS ne saurait être engagée.

6.2.4 Maintenance, entretien technique :

La maintenance et l'entretien technique des gros matériels sont à la charge de l'unité Pythéas.

6.2.5 Renouvellement et besoins supplémentaires :

L'unité assure le renouvellement du gros matériel dû à un usage normal sauf si la nécessité de ce renouvellement est imputable à la faute ou à la négligence du Prestataire.

6.3 Petit matériel

6.3.1 Mise à disposition :

L'unité met à la disposition du prestataire le petit matériel et les petites fournitures (vaisselle, verrerie, couverts, plateaux, batterie de cuisine...).

6.3.2 Renouvellement :

L'unité PYTHEAS assure le remplacement et le renouvellement du petit matériel dans la même gamme.

6.3.3 Inventaire :

Dès la notification du marché, un inventaire contradictoire entre les parties est établi préalablement à la prise en charge du petit matériel par le Prestataire.

ARTICLE 7 - REPARTITION DES DEPENSES D'ENTRETIEN, FLUIDES, NETTOYAGE ET REPARATIONS / ENGAGEMENTS

Le Prestataire maintient en parfait état de propreté les locaux mis à sa disposition.

La répartition des charges entre l'unité et le prestataire, ci-après, est récapitulée dans un l'annexe n°1 au présent CCAP.

7.1 L'unité prend à sa charge

- l'unité assure, sauf cas de force majeure, l'arrivée sur place de l'eau, de l'électricité.
- la prise en charge des dépenses d'abonnement et de consommation d'eau, d'électricité, de chauffage et de climatisation.
- le maintien en bon état des bâtiments et des locaux techniques
- la fourniture, le renouvellement, l'achat et la maintenance du gros matériel.
- la fourniture, le renouvellement et la maintenance du petit matériel (micro-onde, cafetières) et de la vaisselle,
- la désinsectisation et la dératisation
- la signalisation et la communication

7.2 Le Prestataire prend à sa charge

- l'entretien et le nettoyage de tous les locaux (toutes zones concédées sur le restaurant) selon les règles relatives à la sécurité et à l'hygiène alimentaire du sol au plafond.
- le maintien en parfait état de propreté des abords utilisés pour la livraison ainsi que de tous les locaux et surfaces utilisés pour le stockage des déchets, y compris les emballages vides.
- la fourniture des appareils, matériels, produits nécessaires aux opérations de nettoyage et d'entretien courant dont il a la charge.
- la fourniture des essuie-mains et jetables
- la fourniture de sels adoucisseurs (en fonction du choix retenu par le CNRS : PAE N°1)
- l'ensemble des opérations permettant l'évacuation des déchets : nettoyage, désinfection, enlèvement et mise en place du tri sélectif si nécessaire.
- la fourniture du linge de service et du linge nécessaire au nettoyage des locaux (tabliers, pantalons, blouses, torchons, etc...) ainsi que son entretien (blanchissage)
- la fourniture et l'entretien des nappes et des serviettes en tissu
- la fourniture des chaussures de sécurité
- le nettoyage, le maintien en parfait état de propreté et l'entretien courant du gros et du petit matériel mis à sa disposition.
- la fourniture des équipements de protection individuelle pour l'ensemble du personnel travaillant dans le restaurant et la cuisine. Un système de communication permettant un contact permanent avec les employés travaillant seuls doit être mis en place par le Prestataire.
- la fourniture des sacs à usage unique (sacs poubelles) ainsi que l'acheminement des ordures jusqu'au local à poubelles et jusqu'au lieu d'enlèvement (pour information, le lieu d'enlèvement se situe à l'entrée de l'Observatoire)
- **le prestataire prendra à sa charge le ménage des locaux utilisés, ainsi que de la cuisine après chaque utilisation**
- nettoyage et propreté de la cour (carton, palette à évacuer rapidement pour des questions de sécurité)
- le nettoyage du petit salon salle réfectoire-vitres intérieures comprises - (sol et mobilier) - vitres et propreté de tous les locaux de stockage r-1 compris (fournitures)
- la maintenance du petit matériel,
- la réalisation d'analyses bactériologiques et des visites médicales du personnel de la société de traiteur
- la fourniture d'une voiture frigorifique
- la fourniture de serviettes en papier
- les assurances responsabilité civile et intoxication alimentaire, ainsi que toutes assurances liées à l'exploitation du restaurant.
- la formation et la mise à niveau HACCP
- la fourniture d'un agrément sanitaire
- la prise en charge des frais de déplacement
- la signalisation et la communication

7.3. Les engagements du prestataire

- Le prestataire doit prévoir une solution de remplacement de l'armoire froide mise à disposition par l'unité PYTHEAS en cas de panne.

7.4. Les engagements de l'unité

- Les audits par un institut de contrôle et les contrôles réglementaires obligatoires pour assurer la réchauffe des plats,

- Pour chacune des prestations énoncées à l'annexe 3 du CCTP, un délai minimum de réservation est indiqué.

ARTICLE 8 – PERSONNEL

Le prestataire s'engage à appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur, en matière de cotisations sociales, législation du travail et législation fiscale.

Le prestataire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, techniques, financières, administratives, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'unité, qui leur auront été communiquées par l'unité.

ARTICLE 9 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Le PYTHEAS se réserve le droit de vérifier les quantités et la qualité des prestations exécutées.

Dans la mesure où celles-ci ne seraient pas conformes, il serait alors appliqué des pénalités adaptées en fonction du type de dysfonctionnement et détaillées à l'article 12 du présent CCAP.

Les dispositions des articles 27 à 33 du CCAG-FCS sont applicables au présent accord-cadre dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles qui suivent, lesquelles prévalent.

9.1 Opérations de vérification

Les représentants du PYTHEAS qui sont chargés des demandes de prestations auprès du titulaire ont la mission de procéder aux opérations de vérification des prestations et des fournitures, notamment :

- Vérifier la mise à disposition des prestations et documents prévus au titre du marché ;
- S'assurer que les documents sont régulièrement mis à jour ;
- Signer les différents documents établis contradictoirement avec le titulaire (horaires définitifs pour la réalisation des prestations...) ;
- Constater les défaillances.

9.2 Vérifications – Réceptions des prestations

■ Vérifications :

Le représentant du site PYTHEAS procède, de façon aléatoire à un contrôle quantitatif et qualitatif des prestations commandées.

Contrôle quantitatif : chaque prestation reçue doit comporter l'inventaire exact de son contenu. Le PYTHEAS pourra contrôler la quantité livrée et la quantité indiquée sur le devis du titulaire.

Contrôle qualitatif : le PYTHEAS pourra contrôler la conformité des prestations livrées avec les spécifications du présent marché. En particulier, les représentants du site PYTHEAS peuvent, à tout moment et sans en référer au titulaire, procéder à tous les contrôles jugés nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités d'exécution aux clauses de l'accord-cadre, notamment en ce qui concerne le contrôle hygiénique et sanitaire, le contrôle des mesures de sécurité, le contrôle des prix, le respect de l'introduction des produits issus de l'agriculture biologique, de l'agriculture raisonnée.

En cas de non-conformité des prestations, le PYTHEAS peut :

- Demander un remplacement des prestations rejetées dans des délais compatibles avec la tenue de l'événement ;
- Demander une réfaction sur le prix des prestations ;
- Appliquer les pénalités et les sanctions prévues au présent CCAP.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire. Après exécution des opérations de vérification, la réception est prononcée, si le résultat des vérifications est satisfaisant par la signature du bon de livraison ou de l'état remis au titulaire sous réserve des vices cachés.

■ Réception des prestations

La réception est prononcée, si le résultat des vérifications est satisfaisant, par la signature du bon de livraison ou de l'état remis au titulaire sous réserve des vices cachés.

ARTICLE 10 – PRIX / PASSATION DES BONS DE COMMANDE

10.1 Forme et contenu du prix

Forme :

Le prix de l'accord-cadre est un **prix unitaire**, sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est conclu à bons de commande attribués par une émission successive de **bons de commande**, à la survenance du besoin.

Tous les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur au moment de l'exécution de la prestation. L'unité monétaire est l'euro.

Toutes taxes ou charges nouvelles qui pourraient être créées ou toute modification des charges et taxes actuelles entraîneraient automatiquement le réajustement de ces prix.

Contenu :

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire à l'occasion de l'accord-cadre (frais de déplacement des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations, réunions, frais d'assurance, etc.).

Remises exceptionnelles et prix promotionnel :

Le titulaire est tenu de faire connaître au CNRS, par écrit, les offres promotionnelles qu'il accorde à sa clientèle « entreprise », en précisant leurs conditions et la durée de leur validité, lorsque celles-ci sont inférieures aux conditions du présent accord-cadre, et en faire bénéficier, dans ce cas, le CNRS.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

10.2. Nature des prix et révision

Les prix de l'accord-cadre figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres.

Les prix sont révisibles comme indiqué ci-dessous :

- Au titre de la première année d'exécution de l'accord-cadre, les prix sont fermes.

La première révision ne pourra intervenir avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

- Les prix sont ensuite révisibles la deuxième année d'exécution, **puis à la condition que le marché soit reconduit, la troisième année et la quatrième année**.

La révision des prix pourra s'effectuer une fois par an, à la demande du titulaire, à chaque date **anniversaire de notification** du marché sous réserve d'un préavis d'un mois adressé au CNRS par lettre recommandée avec accusé de réception accompagnée du nouveau bordereau de prix daté et signé et de tous justificatifs nécessaires par application de la formule suivante :

$$P = Po \left(0,125 + \left(0,875 \times \frac{K}{Ko} \right) \right)$$

dans laquelle:

P = le prix révisé hors TVA

Po = le prix initial hors TVA du repas fixé dans l'annexe financière de l'acte d'engagement

K = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 56.2 – « Services de traiteurs et autres services de restauration » – Identifiant : 010545950 à la date de la demande de la révision

Ko = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 56.2 – « Services de traiteurs et autres services de restauration » – Identifiant : 010545950 publié de l'année et du mois de remise de l'offre

Lors de chaque révision, les nouveaux indices devront figurer sur les factures.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'indice de remplacement,
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice adapté.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre le CNRS et le titulaire.

La révision de prix se fait à la baisse comme à la hausse.

Clause de sauvegarde :

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, le CNRS se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché, dans un délai d'un mois après réception des changements de tarif du titulaire, si l'augmentation moyenne annuelle des prix nets est supérieure à 3%.

10.3 Modalités de passation des bons de commande

10.3.1 Émission des bons de commande

L'accord cadre est exécuté par émission de bons de commande sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU) selon les besoins du CNRS au cours de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande est un document adressé au titulaire de l'accord-cadre qui précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et indique l'ensemble des informations nécessaires.

Les bons de commande sont basés sur les prix indiqués dans l'annexe 1 « Bordereau de Prix Unitaires » (BPU) de l'acte d'engagement.

Il est précisé sur chaque bon de commande, les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre en mentionnant explicitement son numéro ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- La date d'émission et le numéro du bon de commande Geslab ;
- La désignation et l'adresse de l'Ordonnateur du bon de commande ;
- La désignation des prestations et le cas échéant des caractéristiques de celles-ci ;
- Le montant de la commande en HT et en TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA ;
- La Remise le cas échéant ;
- La signature d'une personne habilitée par l'Ordonnateur ;
- Les indications budgétaires GESLAB pour l'imputation.

Le CNRS transmet au titulaire les bons de commande par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un jour ouvré suivant sa date d'envoi. A cet effet, il appartient au titulaire de communiquer au CNRS le (ou les) adresse(s) électronique(s) des destinataires.

Attention il est demandé au titulaire de s'engager sur le délai d'exécution de chacun des bons de commandes par l'envoi d'un accusé de réception.

10.3.2 Exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les délais d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité de l'accord-cadre, ce délai ne peut excéder 3 mois à compter de la fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement **correspondant au montant commandé** s'effectuera après réception de la facture, à l'issue de la réalisation de l'intervention et après service fait attesté par le laboratoire prescripteur. Le paiement correspond à **100 % du montant inscrit sur le bon de commande**.

11.1 Facturation

Conformément aux articles L2192-2 à L2192-5 et D2192-2 et R2192-3 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

En ce qui concerne le CNRS, les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

CNRS (SIRET n°18008901303720) ;

Le code service de l'entité CNRS facturée : UAR3470

Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (Exemple : 0483L23500)

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, ainsi que tous les éléments justificatifs, sur lesquelles doivent figurer, outre les mentions légales, **impérativement les indications suivantes** :

- La date, le numéro de la facture et la référence précise du marché ;
- Le nom, l'adresse du créancier et son numéro SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal, identique à celui précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du bon de commande relatif à l'accord-cadre (11 caractères) ;
- La nature et le mois d'exécution des prestations facturées ;
- Le montant en € HT et € TTC de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la TVA ;

Les demandes de paiement doivent en outre être revêtues des mentions suivantes :

- Le code division **0483**,
- Le code service **UAR3470**
- Le numéro du marché (transmis au moment de la notification du marché).

Au titre du présent accord-cadre, les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation de factures adressées après service fait à :

CNRS – SCTD – 2075

2 Rue Jean Zay - TSA 61004

F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cedex

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>

11.2 Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent accord cadre est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2192-12, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord cadre, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

11.3 Avance

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement et conformément aux articles R2191-3 à R2191-7, R2191-16 et R2191-19 du Code de la commande publique une avance de 5 % (10% pour les PME) du montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission d'une facture.

ARTICLE 12 - PÉNALITES

12.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à l'application de pénalités pour chacun des bons de commande. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, l'application des pénalités décrites ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, la disposition selon laquelle le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € H.T n'est pas applicable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

12.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, pour chaque retard d'exécution des prestations constaté par le représentant du pouvoir adjudicateur par rapport à l'heure de début de la prestation fixée sur le bon de commande, les pénalités forfaitaires et/ou horaires suivantes sont applicables.

Si le retard sur la livraison et l'installation de la prestation demandée par le PYTHEAS dépasse de 15 mn, le titulaire se verra appliquer la pénalité suivante :

$$(V \times R) / 200$$

Avec :

V = la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de minutes de retard à compter de l'heure prévue pour le démarrage de la prestation.

En outre, en cas de retard de livraison supérieur à trente minutes par rapport à l'heure de début de la prestation fixée sur le bon de commande, le PYTHEAS se réserve le droit de refuser l'exécution de la prestation et d'annuler sa commande, sans indemnités pour le titulaire, et avec application des pénalités mentionnées à l'article 12.3.ci-dessous. Si l'unité PYTHEAS souhaite maintenir sa commande malgré le retard, le calcul des pénalités continue à courir jusqu'à un retard de 1h15.

12.3 Pénalités pour non-exécution ou annulation de la commande du fait du retard du titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le titulaire n'exécute pas la prestation dans sa totalité, ou en cas d'annulation de la commande par le PYTHEAS en raison d'un retard du titulaire supérieur à 30 minutes par rapport à l'heure du début de la prestation, le titulaire encourt une pénalité équivalant à 20% du montant de la prestation commandée.

12.4 Pénalités pour non remise en état des lieux

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements dans les lieux d'interventions des différents services du PYTHEAS. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 75 euros par constatation.

12.5 Autres pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- En cas de non-respect des conditions de service, une pénalité égale à 5 % du montant HT

du bon de commande pourra être appliquée ;

- En cas de non-respect des normes sanitaires, une pénalité forfaitaire fixée à 150 € pourra être appliquée.

ARTICLE 13 - ASSURANCE ET RESPONSABILITE

13.1 Assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au pouvoir adjudicateur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du CNRS ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le CNRS de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Il est entièrement responsable du matériel et du personnel qu'il déploie dans le cadre des prestations exécutées. Ce personnel doit être qualifié et être obligatoirement muni d'un document délivré par l'entreprise attestant son appartenance à celle-ci.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents et dégâts produits par ses préposés et de ses sous-traitants à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le prestataire est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de ses prestations.

Le prestataire fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait des prestations prévues au présent marché. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne peut être recherchée à ce titre.

ARTICLE 14 - CESSIION / NANTISSEMENT

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements relatifs au nantissement des marchés est l'ordonnateur.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire est tenu de respecter les clauses de confidentialité, de protection des données à caractères personnels et des mesures de sécurité énoncées dans l'article 5 du CCAG/FCS.

ARTICLE 16 – LITIGES

- Différends

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire dans les conditions fixées aux articles R2197-1, et R2197-15 du Code de la commande publique.

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

- Litiges

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

Le CNRS et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent accord-cadre.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU C.C.A.G./F.C.S.

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG/FCS auxquels le CCAP déroge
Article 10.2 relatif à la nature des prix	Article 38
Article 12.1 relatif aux pénalités	Article 14.1.3
Article 12.2 relatif aux pénalités de retard	Article 14.1.1
Article 12.3 relatif aux pénalités pour non-exécution ou annulation de la commande du fait du retard du titulaire	Article 14.1.1

Article 12.4 relatif aux Pénalités pour non remise en état des lieux	Article 14.1.1
Article 12.5 relatif aux autres pénalités	Article 14.1.1